

Pourtant, il semble fort singulier qu'un homme tout à fait exempt de préjugés politiques se soit mis dans cette fausse position relativement aux dépenses que l'administration veut faire sur la ligne du Pacifique. Je m'en tiendrai là sur ce point. D'autres questions auront leur développement naturel dans le cours de la session, et cette question reviendra naturellement devant la Chambre. Nous sommes prêts à accomplir notre tâche dans l'étude des questions d'intérêt public. Nous critiquerons, honnêtement et avec impartialité, les mesures de l'administration à mesure qu'on nous les soumettra, et nous saurons maintenir les opinions que nous avons adoptées.

SIR JOHN A. MACDONALD : Je dois féliciter non-seulement toute la Chambre, mais l'opposition en particulier, du ton allégre, je dirai même facétieux que son honorable chef a su prendre pour ouvrir les débats de la présente session. Il veut être gai à tout prix, bien que, selon lui, le pays soit rendu à la ruine, et que, sans l'intervention spéciale d'une Providence dont il semble disposé à rire, c'en eût été fait du Canada ; ces considérations n'ont point altéré sa gaieté. Comme l'un des personnages du roman auquel il a fait allusion, il veut désormais vivre dans l'allégresse. Ainsi, nous découvrons que l'honorable monsieur a lu des romans. D'abord, je n'ai pas bien compris son hilarité. J'ai cru qu'il avait abandonné son sérieux, lui Écossais, et adopté les allures gais du héros du roman cité si bien à propos. L'honorable monsieur s'est plaint de l'exiguïté du programme indiqué dans le discours du trône ; mais il a ajouté qu'il n'aurait point formulé de plainte si, lorsque nous étions dans l'opposition, nous n'eussions point exigé que toutes les mesures fussent mentionnées dans le discours du trône. Mais nous avons affaire à une administration réformatrice, et nous voulions voir si elle avait quelque chose à réformer. Quant à nous, vieux conservateurs, on ne doit pas s'attendre à ce qu'à l'exemple de l'honorable monsieur, nous nous présentions avec une avalanche de réformes comme celles dont il a inondé le pays pendant cinq ans. Mais on pourra constater, avant la fin de la session, que les mesures mentionnées dans le discours auront occupé tout le temps des hono-

rables députés et que les discussions sur le système de banques, le cours monétaire en rapport avec ce système, la réforme du service civil, le programme du gouvernement en ce qui regarde les chemins de fer, occuperont amplement la durée ordinaire de la session. L'honorable chef de l'opposition prétend qu'il y a peu de chose dans le discours du trône, mais que, par contre, il s'y trouve beaucoup d'inexactitudes. Les opinions sont partagées sur ce point. Suivant notre habitude, nous avons essayé de soumettre au parlement, sous forme d'adresse, une idée de l'état actuel du pays, et nous croyons, je dirai plus, nous savons et tout le pays sait, comme nous, qu'au lieu de l'état de dépression dans lequel l'honorable monsieur a laissé le pays, on a vu poindre, dans la courte période d'une année, des signes sensibles d'une amélioration réelle, d'un développement bien prononcé ; et je crois qu'avec l'aide de cette Providence dont l'honorable monsieur aime à rire, cette amélioration continuera d'année en année, tant que nous suivrons la politique actuelle et jusqu'à ce que le pays soit rendu à la prospérité dont il jouissait en 1873.

L'honorable monsieur a parlé de l'inconvenance de certaines observations faites par mon honorable ami qui a proposé l'adresse.

M. MACKENZIE : Je n'ai pas dit que les observations étaient inconvenantes, mais que c'était une inconvenance d'avoir communiqué à cet honorable monsieur des documents qui n'ont été fournis à aucun des députés, pas plus qu'à moi-même.

SIR JOHN A. MACDONALD : L'honorable monsieur sait parfaitement bien que, d'après les précédents établis en Angleterre, le député qui propose l'adresse et celui qui la seconde sont mis à même — et cela n'est que raisonnable — de justifier les sentiments et les propositions exprimés dans le discours du trône. Si l'honorable monsieur veut se donner la peine de lire un seul des discours prononcés en pareille circonstance, en Angleterre, il verra que les deux orateurs reçoivent des instructions du gouvernement du jour, afin qu'ils puissent parler en connaissance de cause des diverses questions mentionnées dans l'Adresse.

L'honorable député d'Halifax a fait ces déclarations à l'appui des paragraphes